

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERRY-COUGNON

3 B RUE DE LA PETITE CHAMPAGNE
17520 Saint-Martial-Sur-Né

Références : 2026 92 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0003102290

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement FERRY-COUGNON implanté RUE DES MARRONIERS 17520 Saint-Martial-sur-Ne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERRY-COUGNON
- RUE DES MARRONIERS 17520 Saint-Martial-sur-Ne
- Code AIOT : 0003102290
- Régime : Déclaration

La société FERRY-COUGNON a déclaré exploiter à Saint-Martial-sur-Né, au 6 rue des Marroniers, les installations suivantes :

- une distillerie d'un alambic de 29 hl au débordement (rubrique 2250 - régime D - récépissé de déclaration du 8 août 2008) ;
- un chai de vinification d'une capacité de production de 4 500 hl/an (rubrique 2251 - régime D - récépissé de déclaration et de changement d'exploitant du 6 mai 2013) ;
- un chai de stockage d'eau-de-vie d'une capacité de 34,9 m³ (rubrique 4755 - non classé - document d'enregistrement réalisé par le BNIC en 1998).

Seul le local de distillation a été visité lors de la présente inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications apportées aux installations	Code de l'environnement, article R. 512-54 II.	Demande d'action corrective	1 mois
2	Contrôle de l'accès à la distillerie	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 3.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
3	Point d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 4.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de la présente inspection que l'exploitant a augmenté les capacités de production de vins et d'eaux-de-vie de sa distillerie située en centre-bourg sans déclarer ces modifications au préfet.

Il apparaît que ces modifications ont été apportées en lieu et place du projet de nouvelle distillerie, située à l'écart du centre-bourg, enregistrée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 au nom de la société Cougnon Distillation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées aux installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-54 II.
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : II.- Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. (...)
Constats : Depuis la déclaration initiale des installations effectuée en 2008, l'exploitant a ajouté un alambic de 25 hl de capacité de charge au sein de sa distillerie et a augmenté sa capacité de production et de stockage de vins à 7 500 hl.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'exploitant doit régulariser la situation administrative des modifications apportées à ses installations en procédant à une déclaration de modification sur le site internet : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920

<p>Cette déclaration doit comprendre une description précise des installations classées du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • plan à jour des installations clairement légendé (nomination claire de <u>chaque</u> local et zone extérieure d'activité ou de stockage de l'établissement et rubrique de classement correspondante) ; • <u>rubrique 2250</u> : nombre et capacités de charge des alambics (en hl) ; • <u>rubrique 2251</u> : capacité de production annuelle de vins en hl/an, liste des pressoirs (et leur puissance en kW), liste des cuves à vins (et leur capacité en hl). <p>Concernant le stockage d'eaux-de-vie, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il ne dispose pas de droits d'antériorité lui permettant d'exploiter un chai d'une capacité de stockage supérieure à 50 m³ (constituant une installation classée à déclaration au titre de la rubrique 4755).</p> <p>En effet, d'après le document d'enregistrement auprès du BNIC en 1998, le chai situé LD Le bourg, parcelle AB 76, dispose d'une capacité maximale de stockage de 34,9 m³.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle de l'accès à la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 3.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Sûreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le local de distillation est situé en centre-bourg de la commune sur la rue principale. Lors de la visite, il a été constaté que les portes d'accès au local de distillation, en fonctionnement, étaient restées ouvertes en l'absence de personnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'exploitant doit prendre des dispositions pour s'assurer que les personnes étrangères à l'établissement ne puissent entrer librement dans le local de distillation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Point d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 4.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis formel des services départementaux d'incendie et de secours ;• (...)
Constats : Un poteau incendie du réseau public est situé à environ 30 m de la distillerie. D'après la base de données du SDIS 17 (Hydraulic 17), ce poteau fourni un débit de 54 m ³ /h sous 1 bar (contrôle technique du 29/10/2025).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">➔ Sauf à pouvoir justifier que le débit du poteau incendie proche du site permet à nouveau de fournir un débit de 60 m³/h, l'exploitant doit faire installer une réserve de 120 m³ d'eau destinée à l'extinction.➔ Le positionnement de cette réserve doit être soumis à l'avis du SDIS 17.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois